

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

4 juin 2020

PROPOSITION DE LOI

**abrogeant diverses dispositions
relatives aux cotisations sociales et
aux impôts sur les revenus des
sportifs rémunérés**

AVIS DE LA COUR DES COMPTES

Voir:

Doc 55 **0764/ (2019/2020):**

001: Proposition de loi de M. Vandenbroucke et Mme Vanrobaeys.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

4 juni 2020

WETSVOORSTEL

**tot opheffing van diverse bepalingen
betreffende de sociale bijdragen
en inkomstenbelastingen van
betaalde sportbeoefenaars**

ADVIES VAN HET REKENHOF

Zie:

Doc 55 **0764/ (2019/2020):**

001: Wetsvoorstel van de heer Vandenbroucke en mevrouw Vanrobaeys.

02407

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

**AVIS DE LA COUR DES COMPTES**

Impact budgétaire de la proposition de loi abrogeant diverses dispositions relatives aux cotisations sociales et aux impôts sur les revenus des sportifs rémunérés (DOC 55 0764/001)

Adopté en assemblée générale du 3 juin 2020



1 Demande d'avis

En vertu de l'article 79, alinéa 1er, du règlement de la Chambre des représentants, le président de la Chambre a invité la Cour des comptes, par lettre du 21 janvier 2020, à remettre une note contenant une estimation des dépenses nouvelles ou de la diminution des recettes qu'engendreraient vingt-deux propositions de loi et de résolution.

La note ci-dessous concerne spécifiquement la proposition de loi visant à abroger diverses dispositions relatives aux cotisations sociales et aux impôts sur les revenus des sportifs rémunérés (DOC 55 0764/001). Cette proposition a été déposée à la Chambre par Mr Joris Vandenbroucke et Mme Anja Vanrobaeys le 18 novembre 2019.

2 Objet de la proposition de loi

La proposition de loi (DOC 55 0764/001) modifie les régimes fiscaux et sociaux applicables aux rémunérations des sportifs (voir tableau ci-dessous).

Tableau 1 : Modifications apportées par la proposition de loi DOC 55 0764/001

Situation actuelle	Modifications de la proposition de loi
Volet fiscal	
Les revenus professionnels¹ perçus par les sportifs sont taxés aux taux distincts de 16,5 % ou 33 % (sauf si le taux qui leur serait normalement applicable est plus avantageux) pour la première tranche des revenus bruts qui ne dépasse pas 20.070 euros (exercice d'imposition 2020). Le taux applicable varie selon l'âge des sportifs au 1er janvier de l'exercice d'imposition : - le taux de 16,5 % est applicable aux sportifs âgés de 16 ans à moins de 26 ans²; - le taux de 33 % est applicable aux sportifs âgés d'au moins 26 ans³.	Le taux d'imposition distinct de 16,5 % applicable aux rémunérations perçues par les sportifs de moins de 26 ans pour la première tranche de revenus qui ne dépasse pas 20.070 euros par période imposable est abrogé. Le taux de 33 % sur la première tranche de revenus de 20.070 euros par période imposable est étendu à tous les sportifs
Les employeurs des sportifs sont dispensés de verser au Trésor 80 % du précompte professionnel dû sur les rémunérations payées aux sportifs. Deux régimes de dispense sont applicables, selon l'âge des sportifs⁴ : - la dispense n'est soumise à aucune condition d'affectation pour les sportifs âgés de moins de 26 ans ; - la dispense est assortie d'une condition d'affectation lorsqu'elle concerne des sportifs âgés d'au moins 26 ans. En effet, la moitié de cette dispense doit être affectée⁵ à la formation de jeunes sportifs de moins de 23 ans	Les dispenses de précompte professionnel applicables aux rémunérations des sportifs sont abrogées.
Cotisations sociales	

¹ À l'exception des rémunérations des dirigeants d'entreprise

² Article 171.4° j) du Code des impôts sur les revenus 1992.

³ Article 171.1° i) du Code des impôts sur les revenus 1992.

⁴ Article 2756 du Code des impôts sur les revenus 1992.

⁵ Au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle la dispense a été demandée



Les cotisations de sécurité sociale dues sur les rémunérations des sportifs déclarés à l'ONSS sont calculées sur la base de leur rémunération mensuelle brute limitée à un montant forfaitaire de 2.352,21 euros (depuis le 1er septembre 2019). Si la rémunération réelle est inférieure au plafond, les cotisations de sécurité sociale sont calculées sur le montant de la rémunération réelle⁶.

Le calcul des cotisations sociales des sportifs sur une base forfaitaire est supprimé. Le taux applicable pour les cotisations patronales de base reste fixé à 24,92 % et celui des cotisations personnelles à 13,07 %, réduits respectivement à 16,06 % et 5,57 % pour les sportifs de moins de 19 ans. Les cotisations se calculent sur les rémunérations réellement perçues.

Les joueurs de football professionnels sont soumis à la loi du 3 mars 1977 concernant l'application de la sécurité sociale aux joueurs de football professionnels. Dans les faits, ils sont considérés et traités comme les sportifs rémunérés.

La loi du 3 mars 1977 est abrogée. Ceci mettra formellement les joueurs professionnels de football sur un pied d'égalité avec les autres sportifs rémunérés, ce qui était déjà le cas dans la pratique⁷.

Source : Cour des comptes

3 Incidence budgétaire de la proposition de loi

3.1 Méthode

La Cour des comptes a demandé au Service d'Étude du SPF Finances de lui faire parvenir les données nécessaires à l'estimation de l'impact budgétaire de la proposition de loi. Plus concrètement, il s'agissait de chiffrer :

- les recettes engendrées par la suppression du taux de 16,5 % applicable aux rémunérations des sportifs âgés de 16 à moins de 26 ans ;
- le montant annuel de la dispense de précompte professionnel⁸ accordée pour les sportifs, et son évolution au cours des six dernières années.

En outre, la Cour des comptes a interrogé l'ONSS afin de chiffrer les recettes nouvelles liées à la modification du régime spécifique de cotisations sociales applicable aux sportifs. Il s'agissait de calculer la différence entre le montant des cotisations sociales payées actuellement pour les sportifs et le montant des cotisations de sécurité sociale des sportifs calculé sur la base des nouveaux taux repris dans la proposition de loi en examen.

L'ONSS a transmis à la Cour des comptes une note qui présente les montants et le régime de cotisations sociales en vigueur pour les sportifs et qui précise les modifications introduites par la proposition de loi. L'ONSS n'a pu fournir l'ensemble des données chiffrées permettant d'estimer les recettes nouvelles engendrées par cette proposition. Selon le régime actuel, tous les sportifs ne sont pas tenus de se déclarer à l'ONSS et les revenus pris en compte pour le calcul des cotisations sont plafonnés. De ce fait, les banques de données de l'Office ne sont pas exhaustives quant au nombre de sportifs rémunérés et à leurs rémunérations réelles.

Pour surmonter cet obstacle, la Cour des comptes s'est adressée au SPF Finances qui a fourni les données relatives aux revenus déclarés par les sportifs pour l'exercice d'imposition 2018.

⁶ À l'exclusion de ce qui peut être considéré comme remboursement de frais.

⁷ En vertu de l'article 1 de la loi du 3 mars 1977 concernant l'application de la sécurité sociale aux joueurs de football professionnels, ceux-ci ne sont pas assujettis au régime de chômage alors que les autres sportifs le sont. Cependant, dans pratique, l'ONSS les traite comme les autres sportifs rémunérés sur ce point. L'abrogation de la loi du 3 mars 1977 prévue par la proposition de loi permettrait de mettre la pratique en concordance avec la loi.

⁸ L'employeur est dispensé de verser le précompte professionnel. Par contre, ce précompte professionnel est pris en considération lors du calcul de l'impôt dû par le travailleur.



Cour des comptes

3.2 Estimation

3.2.1 Suppression du taux de 16,5 % applicable aux rémunérations des sportifs

Le SPF Finances a chiffré le gain budgétaire qui résulterait de la suppression du taux de 16,5 % applicable aux rémunérations des sportifs âgés de 16 à moins de 26 ans. Il s'est basé sur les données de l'impôt des personnes physiques relatives à l'exercice d'imposition 2018 (revenus 2017), via l'application AURORA. Au terme de cette simulation, le SPF a estimé l'impact global de la mesure à 4,77 millions d'euros pour l'exercice d'imposition 2018 (revenus 2017) (3,59 millions d'euros au niveau fédéral et 1,18 millions d'euros au niveau régional⁹).

Comme le plafond de revenus imposables au taux de 16,5 % est indexé, la Cour des comptes considère que l'augmentation des recettes pour l'exercice d'imposition 2020 (revenus 2019) peut être estimée en indexant le montant communiqué par le SPF Finances par le taux d'indexation appliqué sur le plafond de revenus. Sur cette base, la Cour des comptes estime l'impact de la mesure à 4,97 millions d'euros pour 2019 (3,74 millions d'euros au niveau fédéral et 1,23 millions d'euros au niveau régional).

Tableau 2 : simulation des suppléments de recettes fiscales générés par la proposition de loi (en millions d'euros)

Augmentation des recettes fiscales	2017	2019 (indexation)
Fédéral	3,59	3,74
Région flamande	0,87	0,90
Région wallonne	0,25	0,26
Région Bruxelles-Capitale	0,06	0,07
Total	4,77	4,97

Source : SPF Finances

3.2.2 Suppression du régime de la dispense de versement du précompte professionnel des sportifs

Selon les données communiquées par le SPF Finances, les dispenses de versement du précompte professionnel pour les sportifs se chiffrent à 13,97 millions d'euros pour 2019.

⁹ Par application de l'article 5/1 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, permettant aux régions de fixer des centimes additionnels régionaux sur une partie de l'impôt des personnes physiques.

Cour des comptes

Tableau 3 : Dispenses de versement du précompte professionnel pour les sportifs (en millions d'euros)

Année de revenus	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Total des dispenses de précomptes	60,91	68,52	71,96	84,42	96,57	113,97
Coût budgétaire	40,21	45,23	47,50	55,73	68,00	80,26

Source : SPF finances

Le coût budgétaire théorique de cette dispense correspond au montant total de la dispense dont ont bénéficié les employeurs, diminué de l'impôt des sociétés¹⁰. La base imposable à l'impôt des sociétés comprend en effet les sommes économisées par l'employeur grâce à cette dispense.

Sur la base de ces informations, on peut estimer que la suppression de la dispense de versement du précompte professionnel octroyée aux sociétés employant des sportifs entraînerait un gain budgétaire de l'ordre de 80,26 millions d'euros (estimation sur la base des revenus 2019).

Les données disponibles ne permettent pas à la Cour des comptes de chiffrer les éventuels impacts budgétaires indirects liés à la suppression de la dispense de versement du précompte professionnel des sportifs. Ceux-ci n'ont donc pas été pris en compte dans cette estimation.

3.2.3 Modification du régime de cotisations sociales applicable aux sportifs

Le tableau suivant reprend, pour les années 2015 à 2019, les montants des cotisations sociales perçues par l'ONSS pour les sportifs¹¹.

Tableau 4 : Montants des cotisations sociales payées par les sportifs (en millions d'euros)

	2015	2016	2017	2018	2019
Cotisations personnelles après réduction du bonus à l'emploi	4,04	4,08	4,31	4,61	4,65
Cotisations patronales de base après réduction groupes cibles	8,09	8,23	8,72	9,35	9,52

Source : ONSS

En l'absence de données de l'ONSS relatives aux rémunérations réelles des sportifs¹², la Cour des comptes a estimé l'impact de la proposition de loi en se basant sur les revenus déclarés par les sportifs au SPF Finances (exercice d'imposition 2018 - revenu 2017). Il s'agit de revenus

¹⁰ Un taux théorique de 33,99 % a été retenu pour les exercices d'imposition de 2015 à 2018 (années de revenu de 2014 à 2017). Un taux théorique de 29,58 % a été retenu pour les exercices d'imposition de 2019 à 2020 (années de revenu de 2018 à 2019).

¹¹ Quel que soit le type de contrat sous lequel ils sont occupés : contrat de sportif rémunéré ou contrat de travail. Pour ces deux groupes, les modalités de déclaration et de calcul des cotisations sont les mêmes. Seule varie la commission paritaire dont ils relèvent et les cotisations spéciales pour le Fonds de sécurité d'existence qui y sont liées. Les sportifs qui n'ont pas un contrat de sportif rémunéré (rémunération annuelle inférieure à 10.612) et qui n'ont pas un contrat de travail mais qui perçoivent seulement un remboursement de frais de la part de leur employeur ne sont pas connus à l'ONSS et ne sont repris dans le tableau.

¹² L'ONSS ne connaît pas la rémunération réelle du sportif lorsque celle-ci dépasse le montant forfaitaire. C'est la rémunération plafonnée au forfait qui est mentionnée dans la déclaration trimestrielle.



Cour des comptes

nets imposables c'est-à-dire cotisations sociales déduites. Pour son estimation, la Cour des comptes a dès lors dû reconstituer un montant brut, l'a indexé et a ensuite calculé les cotisations sociales selon les taux applicables.

Les recettes totaliseraient théoriquement 28,75 millions d'euros de cotisations personnelles et 55,07 millions d'euros de cotisations patronales soit une différence positive estimée à 69,65 millions d'euros par rapport au montant des cotisations actuellement perçues (voir tableau 5 ci-dessous).

Tableau 5 : Montants des cotisations sociales payées par les sportifs (en millions d'euros)

	Recettes actuelles (2019)	Recettes générées par la proposition de loi (2019)	Gains budgétaires
Cotisations personnelles	4,65	28,75	24,10
Cotisations patronales	9,52	55,07	45,55
Total	14,17	83,82	69,65

Source : Cour des comptes

La Cour des comptes tient à souligner que les suppléments de cotisations sociales ont un caractère théorique. En effet, ces estimations ne prennent pas en compte la réduction bonus à l'emploi sur les cotisations personnelles et les éventuelles réductions groupe cible qui pourraient s'appliquer.

Elle estime en outre que la proposition de loi aura des effets indirects qui pourraient réduire ces recettes théoriques. Ainsi les employeurs pourraient réagir à l'augmentation des cotisations en réduisant les salaires et en recourant à d'autres formes de rémunération qui ne donnent pas lieu au paiement de cotisations sociales ou qui bénéficient de taux avantageux telles que les assurances-pension.

La Cour des comptes n'est pas en mesure de chiffrer ces effets indirects de la proposition de loi.

4 Conclusion

L'adoption de la proposition de loi examinée pourrait engendrer une augmentation de recettes annuelles pour l'État fédéral de l'ordre de 153,65 millions d'euros pour 2019 (hors additionnels régionaux et communaux). Le tableau 6 ci-dessous détaille les recettes nouvelles qui ont pu être estimées par la Cour des comptes.



Tableau 6 : Estimation des recettes nouvelles pour l'État générées par l'adoption de la proposition de loi (en millions d'euros)

Dispositions	Recettes nouvelles pour 2019
Suppression du taux de 16,5 % applicable aux rémunérations des sportifs	3,74
Suppression du régime de la dispense de versement du précompte professionnel des sportifs	80,26
Modification du régime spécifique de cotisations sociales applicable aux sportifs	69,65
Total	153,65

Source : Cour des comptes

Il s'agit d'un chiffre fourni à titre indicatif et qui doit être interprété avec prudence, en raison des hypothèses énoncées dans le présent avis, de la non-exhaustivité des informations transmises à la Cour des comptes et des effets indirects qui n'ont pu être chiffrés.

22



Rekenhof

ADVIES VAN HET REKENHOF

Budgettaire impact van het wetsvoorstel tot opheffing van diverse bepalingen betreffende de sociale bijdragen en inkomstenbelastingen van betaalde sportbeoefenaars (DOC 55 0764/001)

Goedgekeurd in de algemene vergadering van 3 juni 2020



1 Vraag om advies

Op grond van artikel 79, 1e lid, van het reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht de voorzitter van de Kamer het Rekenhof bij brief d.d. 21 januari 2020 een nota op te stellen met een raming van de nieuwe uitgaven of van de minderontvangsten die zouden voortvloeien uit eenentwintig wetsvoorstellen en een voorstel van resolutie.

De onderhavige nota betreft specifiek het wetsvoorstel tot opheffing van diverse bepalingen betreffende de sociale bijdragen en inkomstenbelastingen van betaalde sportbeoefenaars (DOC 55 0764/001). Dit voorstel werd op 18 november 2019 bij de Kamer ingediend door de heer Joris Vandenbroucke en mevrouw Anja Vanrobaeys.

2 Voorwerp van het wetsvoorstel

Het wetsvoorstel (DOC 55 0764/001) wijzigt de fiscale en sociale regelingen die van toepassing zijn op de lonen van sportbeoefenaars (cf. onderstaande tabel).

Tabel 1: Wijzigingen aangebracht door wetsvoorstel DOC 55 0764/001

Huidige toestand	Wijzigingen van het wetsvoorstel
Fiscaal/luik	
De beroepsinkomsten¹ van sportbeoefenaars worden belast tegen de verschillende aanslagvoeten van 16,5 % of 33 % (behalve als het percentage dat normaal op hen van toepassing zou zijn, voordeliger is) voor de eerste schijf van bruto-inkomsten van niet meer dan 20.070 euro (aanslagjaar 2020). De toepasselijke aanslagvoet varieert naargelang de leeftijd van de sportbeoefenaars op 1 januari van het aanslagjaar: - de aanslagvoet van 16,5 % is van toepassing op sportbeoefenaars van 16 tot en met 25 jaar²; - de aanslagvoet van 33 % is van toepassing op sportbeoefenaars van minstens 26 jaar³.	De afzonderlijke aanslagvoet van 16,5 % die van toepassing is op de lonen die sportbeoefenaars jonger dan 26 jaar ontvangen, voor de eerste inkomensschijf van ten hoogste 20.070 euro per belastbaar tijdperk wordt opgeheven. De aanslagvoet van 33 % op de eerste inkomensschijf van 20.070 euro per belastbaar tijdperk wordt verruimd naar alle sportbeoefenaars.
De werkgevers van sportbeoefenaars zijn vrijgesteld van het doorstorten aan de schatkist van 80 % van de bedrijfsvoorheffing die op de aan de sportbeoefenaars betaalde lonen verschuldigd is. Er zijn twee vrijstellingsregimes van toepassing naargelang de leeftijd van de sportbeoefenaars⁴: - er geldt geen enkele bestedingsvoorwaarde voor de vrijstelling voor sportbeoefenaars jonger dan 26 jaar; - de vrijstelling is gekoppeld aan een bestedingsvoorwaarde wanneer ze	De vrijstellingen van doorstorting van de bedrijfsvoorheffing die op de lonen van sportbeoefenaars van toepassing zijn, worden opgeheven.

¹ Met uitzondering van de bezoldigingen van bedrijfsleiders.

² Artikel 171 4° j) van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.

³ Artikel 171 1° i) van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.

⁴ Artikel 2756 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.



Rekenhof

betrekking heeft op sportbeoefenaars van minstens 26 jaar oud. De helft van die vrijstelling moet immers worden besteed⁵ aan de opleiding van sportbeoefenaars jonger dan 23 jaar.

Sociale bijdragen

De socialezekerheidsbijdragen die zijn verschuldigd op de lonen van bij de RSZ aangegeven sportbeoefenaars worden berekend op basis van hun brutomaandloon beperkt tot een forfaitair bedrag van 2.352,21 euro (sedert 1 september 2019). Als het werkelijk loon lager ligt dan dat maximumbedrag, worden de socialezekerheidsbijdragen op het bedrag van het reële loon berekend⁶.

De berekening van de sociale bijdragen voor sportbeoefenaars op forfaitaire basis wordt afgeschaft. De bijdragevoet van toepassing voor de basiswerkgeversbijdragen blijft vastgesteld op 24,92 % en die van de persoonlijke bijdragen op 13,07 %, respectievelijk verminderd tot 16,06 % en 5,57 % voor sportbeoefenaars jonger dan 19 jaar. De bijdragen worden berekend op het werkelijk ontvangen loon.

Beroepsvoetbalspelers zijn onderworpen aan de wet van 3 maart 1977 betreffende de toepassing van de socialezekerheidswetgeving op de beroepsvoetbalspelers. In de feiten worden ze beschouwd en behandeld als betaalde sportbeoefenaars.

De wet van 3 maart 1977 wordt opgeheven. Daardoor zullen beroepsvoetbalspelers formeel op gelijke voet komen met de andere betaalde sportbeoefenaars, wat in de praktijk reeds het geval was⁷.

Bron : Rekenhof

3 Budgettaire impact van het wetsvoorstel

3.1 Methode

Het Rekenhof heeft aan de studiedienst van de FOD Financiën gevraagd de gegevens te bezorgen die het nodig heeft om de budgettaire impact van het wetsvoorstel te ramen. Meer concreet dienden de volgende bedragen te worden gecijferd:

- de ontvangsten als gevolg van de afschaffing van de aanslagvoet van 16,5 % van toepassing op de lonen van sportbeoefenaars van 16 tot en met 25 jaar;
- het jaarlijks bedrag van de vrijstelling van doorstorting van bedrijfsvoorheffing⁸ toegekend voor sportbeoefenaars, en de evolutie ervan in de loop van de laatste zes jaren.

Het Rekenhof heeft bovendien de RSZ bevestigd om de nieuwe ontvangsten te berekenen in samenhang met de wijziging van de specifieke socialebijdragenregeling die op sportbeoefenaars van toepassing is. Het was de bedoeling het verschil te berekenen tussen het bedrag van de sociale bijdragen die sportbeoefenaars momenteel betalen en het bedrag van de socialezekerheidsbijdragen van sportbeoefenaars berekend op basis van de nieuwe bijdragevoeten opgenomen in het voorliggende wetsvoorstel.

⁵ Uiterlijk op 31 december van het jaar dat volgt op dat waarin de vrijstelling werd aangevraagd.

⁶ Met uitzondering van wat kan worden beschouwd als terugbetaling van kosten.

⁷ Krachtens artikel 1 van de wet van 3 maart 1977 betreffende de toepassing van de socialezekerheidswetgeving op de beroepsvoetbalspelers, zijn deze voetbalspelers niet onderworpen aan de werkloosheidsregeling terwijl dat voor andere sportbeoefenaars wel het geval is. In de praktijk behandelt de RSZ ze in dat verband echter zoals de andere betaalde sportbeoefenaars. Door de in het wetsvoorstel geplande opheffing van de wet van 3 maart 1977 zou de praktijk in overeenstemming kunnen worden gebracht met de wet.

⁸ De werkgever wordt vrijgesteld van bedrijfsvoorheffing. Die bedrijfsvoorheffing wordt daarentegen in aanmerking genomen bij het berekenen van de belasting die de werknemer verschuldigd is.



Rekenhof

De RSZ heeft het Rekenhof een nota bezorgd met de bedragen en de geldende socialebijdragenregeling voor sportbeoefenaars. Die nota preciseert ook de door het wetsvoorstel ingevoerde wijzigingen. De RSZ heeft niet alle cijfergegevens kunnen bezorgen om te kunnen ramen hoeveel nieuwe ontvangsten het wetsvoorstel zou opleveren. Volgens de huidige regeling moeten niet alle sportbeoefenaars zich bij de RSZ aangeven en zijn de voor de berekening van de bijdragen in aanmerking genomen lonen geplafonneerd. Om die reden bevatten de databanken van de Rijksdienst niet alle informatie over het aantal betaalde sportbeoefenaars en hun werkelijke lonen.

Om die beperking te omzeilen heeft het Rekenhof een beroep gedaan op de FOD Financiën, die gegevens heeft verstrekt in verband met de inkomsten die sportbeoefenaars voor het aanslagjaar 2018 hebben aangegeven.

3.2 Raming

3.2.1 Afschaffing van de aanslagvoet van 16,5 % van toepassing op de lonen van sportbeoefenaars

De FOD Financiën heeft de begrotingswinst becijferd die zou voortvloeien uit de afschaffing van de aanslagvoet van 16,5 % die van toepassing is op de lonen van sportbeoefenaars van 16 tot en met 25 jaar. Hij heeft zich daarvoor gebaseerd op de gegevens van de personenbelasting in verband met het aanslagjaar 2018 (inkomsten 2017), via de toepassing AURORA. Na die simulatie heeft de FOD de globale impact van de maatregel op 4,77 miljoen euro geraamd voor het aanslagjaar 2018 (inkomsten 2017) (3,59 miljoen euro op federaal niveau en 1,18 miljoen euro op gewestelijk niveau⁹).

Daar het maximumbedrag aan inkomsten dat wordt belast tegen 16,5 %, wordt geïndexeerd, gaat het Rekenhof ervan uit dat de stijging van de ontvangsten voor het aanslagjaar 2020 (inkomsten 2019) kan worden geraamd door het door de FOD Financiën meegedeelde bedrag te indexeren met het indexeringspercentage toegepast op het inkomensmaximum. Het Rekenhof raamt de impact van de maatregel op die basis op 4,97 miljoen euro voor 2019 (3,74 miljoen euro op federaal niveau en 1,23 miljoen euro op gewestelijk niveau).

Tabel 2: Simulatie van de extra fiscale ontvangsten die door het wetsvoorstel worden gegenereerd (in miljoen euro)

Stijging van de fiscale ontvangsten 2017		2019 (indexering)
Federaal	3,59	3,74
Vlaams Gewest	0,87	0,90
Waals Gewest	0,25	0,26
Brussels Hoofdstedelijk Gewest	0,06	0,07
Totaal	4,77	4,97

Bron: FOD Financiën

3.2.2 Afschaffing van de regeling inzake de vrijstelling van doorstorting van de bedrijfsvoorheffing van sportbeoefenaars

Volgens de door de FOD Financiën meegedeelde gegevens belopen de vrijstellingen van doorstorting van de bedrijfsvoorheffing voor sportbeoefenaars 13,97 miljoen euro voor 2019.

⁹ Door de toepassing van artikel 5/1 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, dat de gewesten toelaat gewestelijke opcentiemen te heffen op een deel van de personenbelasting.



Tabel 3: Vrijstellingen van doorstorting van de bedrijfsvoorheffing voor sportbeoefenaars (in miljoen euro)

Inkomstenjaar	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Totaal aan vrijstellingen van bedrijfsvoorheffing	60,91	68,52	71,96	84,42	96,57	113,97
Begrotingskost	40,21	45,23	47,50	55,73	68,00	80,26

Bron: FOD Financiën

De theoretische begrotingskost van die vrijstelling stemt overeen met het totaalbedrag van de vrijstelling die de werkgevers hebben genoten, verminderd met de vennootschapsbelasting¹⁰. De belastinggrondslag voor de vennootschapsbelasting omvat immers de sommen die de werkgever dankzij die vrijstelling heeft uitgespaard.

Op basis van die informatie kan men ramen dat de afschaffing van de vrijstelling van de doorstorting van bedrijfsvoorheffing die is toegekend aan vennootschappen die sportbeoefenaars tewerkstellen, zou leiden tot een begrotingswinst van nagenoeg 80,26 miljoen euro (raming op basis van de inkomsten 2019).

Het Rekenhof kan met de beschikbare gegevens de eventuele onrechtstreekse budgettaire impact in samenhang met de afschaffing van de vrijstelling van doorstorting van de bedrijfsvoorheffing voor sportbeoefenaars niet becijferen. Deze werden dus niet in aanmerking genomen bij die raming.

3.2.3 Wijziging van het socialezekerheidsstelsel voor sportbeoefenaars

De volgende tabel vermeldt voor de jaren 2015 tot 2019 de sociale bijdragen die de RSZ voor sportbeoefenaars heeft ontvangen¹¹.

Tabel 4: Bedragen van de door sportbeoefenaars betaalde sociale bijdragen (in miljoen euro)

	2015	2016	2017	2018	2019
Persoonlijke bijdragen na aftrek van de werkbonus	4,04	4,08	4,31	4,61	4,65
Patronale basisbijdragen na aftrek van doelgroepverminderingen	8,09	8,23	8,72	9,35	9,52

Bron: RSZ

Bij ontstentenis van gegevens van de RSZ in verband met de werkelijke lonen van sportbeoefenaars¹² heeft het Rekenhof de impact van het wetsvoorstel geraamd op basis van de inkomsten die de sportbeoefenaars aan de FOD Financiën hebben aangegeven

¹⁰ Voor de aanslagjaren 2015 tot 2018 (inkomstenjaren 2014 tot 2017) werd een theoretisch percentage van 33,99 % in aanmerking genomen. Voor de aanslagjaren 2019 tot 2020 (inkomstenjaren 2018 tot 2019) werd een theoretisch percentage van 29,58 % in aanmerking genomen.

¹¹ Ongeacht hoe ze zijn tewerkgesteld: via een contract van betaald sportbeoefenaar of via een arbeidsovereenkomst. Voor die twee groepen gelden dezelfde regels voor de aangifte en de berekening van de bijdragen. Enkel het paritair comité waaronder ze ressorteren en de bijzondere bijdragen voor het Fonds voor bestaanszekerheid die daarmee samenhangen, verschillen. Sportbeoefenaars zonder een contract van betaald sportbeoefenaar (jaarlijks loon van minder dan 10.612 euro) en die geen arbeidsovereenkomst hebben maar enkel hun kosten terugbetaald krijgen van hun werkgever, zijn niet bekend bij de RSZ en zijn niet in de tabel opgenomen.

¹² De RSZ kent het reële loon van een sportbeoefenaar niet als dat hoger ligt dan het forfaitaire bedrag. In de kwartaalaangifte wordt het tot het forfait begrensde loon vermeld.



(aanslagjaar 2018 – inkomsten 2017). Het gaat om netto belastbare inkomsten, d.w.z. na aftrek van de sociale bijdragen. Het Rekenhof heeft voor zijn raming dus het brutobedrag opnieuw moeten samen stellen, heeft dat geïndexeerd en heeft vervolgens de sociale bijdragen berekend volgens de toepasselijke bijdragevoeten.

In theorie zouden de ontvangsten in totaal 28,75 miljoen euro bedragen aan persoonlijke bijdragen en 55,07 miljoen euro aan werkgeversbijdragen, d.i. een positief verschil van naar schatting 69,65 miljoen euro in vergelijking met het bedrag van de huidige geïnde bijdragen (cf. tabel 5 infra).

Tabel 5: Bedragen van de door sportbeoefenaars betaalde sociale bijdragen (in miljoen euro)

	Huidige ontvangsten (2019)	Door het wetsvoorstel gegenereerde ontvangsten (2019)	Begrotingswinst
Persoonlijke bijdragen	4,65	28,75	24,10
Werkgeversbijdragen	9,52	55,07	45,55
Totaal	14,17	83,82	69,65

Bron: Rekenhof

Het Rekenhof wenst te onderstrepen dat de extra sociale bijdragen van theoretische aard zijn. Die ramingen houden immers geen rekening met de werkbonusvermindering op de persoonlijke bijdragen en de eventuele doelgroepverminderingen die van toepassing zouden kunnen zijn.

Het is bovendien van oordeel dat het wetsvoorstel onrechtstreekse effecten zal hebben die die theoretische ontvangsten zouden kunnen verminderen. Zo zouden werkgevers kunnen reageren op de bijdragenstijging door de lonen te verminderen en door naar andere verloningsvormen te grijpen waarvoor geen sociale bijdragen moeten worden betaald of waarvoor voordelige bijdragevoeten gelden, zoals pensioenverzekeringen.

Het Rekenhof kan die onrechtstreekse effecten van het wetsvoorstel niet becijferen.

4 Conclusie

De goedkeuring van het onderzochte wetsvoorstel zou kunnen leiden tot een stijging van de jaarlijkse ontvangsten voor de federale Staat ten belope van nagenoeg 153,65 miljoen euro in 2019 (zonder de aanvullende belastingen voor de gewesten en de gemeenten).

Tabel 6 infra belicht in detail de nieuwe ontvangsten die het Rekenhof heeft kunnen ramen.



Tabel 6: Raming van de nieuwe ontvangsten voor de Staat die door de goedkeuring van het wetsvoorstel worden gegenereerd (in miljoen euro)

Bepalingen	Nieuwe ontvangsten voor 2019
Afschaffing van de aanslagvoet van 16,5 % die van toepassing is op de lonen van sportbeoefenaars	3,74
Afschaffing van de regeling van de vrijstelling van doorstorting van de bedrijfsvoorheffing van sportbeoefenaars	80,26
Wijziging van de specifieke socialebijdragenregeling die op sportbeoefenaars van toepassing is	69,65
Totaal	153,65

Bron: Rekenhof

Het gaat om een cijfer dat ter informatie wordt vermeld en dat voorzichtig moet worden geïnterpreteerd wegens de in dit advies geformuleerde hypothesen, de onvolledige informatie die het Rekenhof ontving en de onrechtstreekse effecten die niet konden worden gecijferd.